



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 10/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_STbio_2025-09-29_RAPVI_MCB_02074
Code AIOT : 0006201785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 04/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 22 septembre 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE

- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0006201785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid au niveau de UO EAU "Environnement ADAME Utilités" une station de traitement biologique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mesures comparatives des rejets aqueux en sortie de la station biologique	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.3.4 et 3.3.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Connaissance des effluents traités à la station biologique	Décision d'exécution du 30/05/2016, article MTD 2 (partiel) et 3	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Demande d'action corrective	3 mois
6	Déshuilleur/d'essableur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19 (partiel)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bassin R1157	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis-IV-a + 19 (partiel)	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Sans objet
2	Bassin R1117	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis-IV-a et 19 (partiel)	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Sans objet
3	Autosurveillanc	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	e des rejets aqueux en sortie de la station biologique	du 27/05/2015, article 3.3.3		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 22 septembre 2025, la nécessité de transmettre :

- l'état d'avancement des travaux à réaliser avant le 30 juin 2026 sur le bassin R1157 (cf. point de contrôle n°1) ;
- les résultats de la mesure comparative en sortie de la station biologique du 3 septembre 2025 et les mesures prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation en cas d'écart entre les données Arkema et celles de l'organisme extérieur (cf. point de contrôle n°4) ;
- l'inventaire des rejets aqueux complété avec les données relatives aux deux autres tiers raccordés à la station biologique, ainsi que les justificatifs de l'ajout du suivi en entrée et en sortie des paramètres générés par les tiers ou la justification qu'il ne s'agit pas de substances pertinentes à surveiller (cf. point de contrôle n°5) ;
- les justificatifs des travaux réalisés au niveau du racleur situé au dessus du déshuileur/dessableur de la station biologique hors service depuis le 8 août 2025 (cf. point de contrôle n°6).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin R1157

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis-IV-a + 19 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2026
Prescription contrôlée : <p>Article 6bis-IV-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié</p> <p>"L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations</p>

classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.)."

Article 19 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié

"[...] Les installations de stockage [...] des effluents aqueux [...] sont étanches."

Article 1.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre n°DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié

"[...] L'exploitant [...] entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans ses études d'impacts [...]."

Article 3 de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2025-42 du 27 janvier 2025

"L'exploitant procède d'ici le 30 juin 2026 :

- aucuration/nettoyage du bassin R1157 ;
- à la vérification de l'étanchéité du bassin R1157 ;
- à la mise en œuvre des éventuelles actions correctives nécessaires ;
- à la définition d'une fréquence de nettoyage/curage et de contrôle de l'étanchéité du bassin R1157.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation de ces actions d'ici le 31 juillet 2026."

Constats :

Suite à la visite du 8 octobre 2024, le préfet a imposé à l'exploitant par arrêté préfectoral complémentaire DCAT/BEPE/n°2025-42 du 27 janvier 2025 de :

- procéder d'ici le 30 juin 2026 :
 - au curage/nettoyage du bassin R1157 ;
 - à la vérification de l'étanchéité du bassin R1157 ;
 - à la mise en œuvre des éventuelles actions correctives nécessaires ;
 - à la définition d'une fréquence de nettoyage/curage et de contrôle de l'étanchéité du bassin R1157 ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation d'ici le 31 juillet 2026.

Lors de la visite du 22 septembre 2025, l'exploitant a indiqué :

- qu'une entreprise extérieure devait intervenir le 8 octobre 2025 pour réaliser la bathymétrie du bassin, afin d'estimer le volume de boues au fond du bassin ;
- être en recherche d'une entreprise pour caractériser les boues présentes au fond du bassin et définir les filières d'évacuation de ces boues ;
- ne pas avoir défini la solution technique pour curer le bassin ;
- avoir prévu de mettre en place un nouveau liner.

L'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur les modalités de conception de ce bassin afin d'être en mesure de contrôler son état et de l'entretenir dans le temps (matériaux utilisés, forme, bassin avec un ou plusieurs casiers,...).

Le délai accordé par l'arrêté préfectoral complémentaire pour réaliser les travaux n'étant pas échu, aucune suite n'est proposée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois l'état d'avancement des travaux prévus pour le bassin R1157.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bassin R1117

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis-IV-a et 19 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025
Prescription contrôlée : <u>Article 6bis-IV-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié</u> "L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.)." <u>Article 19 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié</u> "[...] Les installations de stockage [...] des effluents aqueux [...] sont étanches." <u>Article 1.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre n°DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié</u> "[...] L'exploitant [...] entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans ses études d'impacts [...]." <u>Article 4 de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2025-42 du 27 janvier 2025</u> "L'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none"> • d'ici le 30 juin 2025 au désherbage du bassin R1117 ; • d'ici le 31 décembre 2025 • au curage du bassin R1117

- à la vérification de l'étanchéité de ce bassin ;
- à la mise en œuvre des éventuelles actions correctives nécessaires ;
- à la définition d'une fréquence de nettoyage/curage et de contrôle de l'étanchéité du bassin R1117.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation de ces actions d'ici le 31 janvier 2026."

Constats :

Suite à la visite du 8 octobre 2024, le préfet a imposé à l'exploitant par arrêté préfectoral complémentaire DCAT/BEPE/n°2025-42 du 27 janvier 2025 de :

- procéder d'ici le 30 juin 2025 au désherbage du bassin R1117
- procéder d'ici le 31 décembre 2025 au curage du bassin R1117, à la vérification de l'étanchéité du bassin, à la mise en œuvre des éventuelles actions correctives nécessaires, à la définition d'une fréquence de nettoyage/curage et de contrôle de l'étanchéité du bassin R1117 ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation d'ici le 31 janvier 2026.

Par courrier du 30 juin 2025, l'exploitant a indiqué avoir procédé :

- au débroussaillage des abords du bassin du 26 mai au 30 mai 2025 ;
- au curage dont désherbage du bassin avec évacuation des déchets du 2 au 6 juin 2025 (avec des engins mécaniques descendus dans le bassin) ;
- à la reprise du génie civil sur les ouvrages annexes en béton et mise en place d'un nouveau liner du 10 au 20 juin 2025.

Il transmet également les photographies des différentes opérations réalisées et les devis associés à ces opérations.

Il précise également :

- que le contrôle d'étanchéité sera réalisé par méthode diélectrique afin de détecter les éventuels défauts ;
- que les réparations des éventuels défauts seront réalisées dans la foulée ;
- que le rapport sera transmis ;
- avoir défini une fréquence annuelle pour le contrôle visuel du bassin. En fonction des constats, les mesures seront définies si nécessaire (nettoyage, curage, vérification de l'état du liner,...).

Lors de la visite du 22 septembre 2025, l'exploitant a présenté le rapport du 10 juillet 2025 relatif au contrôle du liner sur une surface de 2800 m² du 3 juillet 2025 par une entreprise extérieure. 3 défauts ont été relevés (perforations de 1 à 15 cm) et ont fait l'objet d'une réparation.

Sur le terrain, l'inspection des installations classées a constaté la présence de végétation naissante au niveau de la jonction entre le liner et les goulottes en béton, ce qui pose la question de l'étanchéité.

Par courriel du 29 septembre 2025, l'exploitant a précisé que le raccordement du liner au niveau des ouvrages en béton permettant d'assurer l'étanchéité du fond du bassin est une fixation mécanique.

L'évolution de la végétation au droit de la jonction entre le liner et les goulottes en béton pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance des rejets aqueux en sortie de la station biologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

"En sortie de la Station Biologique, les contrôles précisés dans le tableau ci-dessous sont réalisés. Les analyses sont effectuées sur un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.

Paramètre	Fréquence
Débit	Mesure en continu et détermination du volume journalier (24 h)
pH	Journalière
Matières en suspension totales (MEST)	Journalière
Demande chimique en oxygène (DCO sur effluent non décanté)	Journalière
Hydrocarbures totaux (norme NF EN ISO 9377-2)	Journalière
Azote global (Ammonium , NO_2^- , NO_3^- , Azote organique)	Journalière
Phosphore (phosphore total)	Journalière

DBO ₅ (sur effluent non décanté)	Hebdomadaire
Indice phénols	Journalière
Benzène	Journalière
Toluène	Journalière

Xylènes	Journalière
Ethylbenzène	Journalière
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques de la norme ISO 17993 : naphthalène, acénaphène, phénanthrène, fluoranthène, benzo(a)anthracène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, fluorène, anthracène, pyrène, chrysène, benzo(k)fluoranthène, indéno(1,2,3-cd)pyrène, benzo(ghi)pérylène)	Journalière
1,2-dichloroéthane	Hebdomadaire
Zinc	Hebdomadaire
Cuivre	Hebdomadaire

"

Constats :

Sans observation sur les paramètres analysés, la fréquence d'analyse et la durée du prélèvement sur la base des résultats transmis dans GIDAF d'août 2024 à août 2025.

En revanche, certains paramètres n'ont pas été analysés :

- à cause d'une panne de l'appareil de mesure (nitrates et nitrites le 1 octobre 2024) ;
- à cause du volume de l'échantillon insuffisant (pH, MEST, nitrates, nitrites, azote total, NTK et HCT le 18 octobre 2024 ; BTEX le 15 février 2025 ; phénols les 1, 2 et 3 juin 2025) ;
- à cause de dysfonctionnements avec le laboratoire et/ou le transporteur (HAP les 3, 4 et 5 septembre 2024 ; HAP le 26 octobre 2024 ; HAP les 11, 12 et 25 février 2025 ; nitrates, nitrites et azote global le 4 février 2025 ; HAP le 4 mars 2025).

Lors de la visite du 22 septembre 2025, l'exploitant a indiqué avoir réalisé plusieurs points avec les différents intervenants (préleveur, transporteur et laboratoire) au cours du 1er semestre 2025 pour remédier à ces dysfonctionnements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures comparatives des rejets aqueux en sortie de la station biologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.3.4 et 3.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 3.3.4

"Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées deux fois par an, sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par le service de l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande du service de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives."

Article 3.3.5

"Les résultats et l'analyse des mesures comparatives effectuées en application de l'article 3.3.4 sont transmis au service de l'inspection des installations classées sous un mois à compter de la réception des résultats des mesures comparatives. La transmission est accompagnée le cas échéant, des mesures correctives mises en œuvre ou programmées pour corriger les éventuelles dérives."

Constats :

Lors de la visite du 22 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- la réalisation de 2 mesures comparatives par un organisme extérieur agréé au niveau du rejet en sortie de la station biologique :
 - rapport du 21 janvier 2025 suite à la mesure du 23/24 octobre 2024 ;
 - rapport du 21 mai 2025 suite à la mesure du 12 mars 2025 ;
- les résultats de ces 2 mesures sont transmis sur l'outil de transmission GIDAF ;
- ces rapports mettent en évidence l'analyse de tous les paramètres requis.

A noter que ces 2 rapports mettent notamment en évidence :

- un écart de 13,26 % est constaté par rapport à la moyenne calculée entre le volume d'eau mesuré par l'exploitant (3284 m³) et celui mesuré par l'organisme extérieur (2515 m³) en octobre 2024 ;
- un écart de 13,5 % est constaté par rapport à la moyenne calculée entre la concentration d'azote Kjeldahl mesurée par l'exploitant (4,95 mg/L) et celle mesurée par l'organisme extérieur (6,5 mg/L) en mars 2025, ce qui dépasse l'écart maximum toléré par l'agence de l'eau Rhin Meuse (10 %) ;
- les résultats d'analyse du laboratoire pour la mesure comparative de mars 2025 sont délivrés hors accréditation COFRAC compte tenu du délai entre le prélèvement et la mise en analyse.

Lors de la visite du 22 septembre 2025 et par courriel du 29 septembre, l'exploitant a :

- présenté les rapports de contrôle mensuel du débitmètre FT1113 de septembre, octobre et novembre 2024 ainsi que juin, juillet et août 2025 concluant à la conformité du

<p>débitmètre car le pourcentage d'erreur par rapport à un étalon est inférieur à 5 % ;</p> <ul style="list-style-type: none"> indiqué que le prélèvement pour la 2ème mesure comparative a eu lieu le 3 septembre 2025 et être en attente des résultats.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classés dans un délai de 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> les résultats de la mesure comparative du 3 septembre 2025 ; les mesures prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation en cas d'écart entre les données Arkema et celles de l'organisme extérieur.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Connaissance des effluents traités à la station biologique

<p>Référence réglementaire : Décision d'exécution du 30/05/2016, article MTD 2 (partiel) et 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 08/10/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Décision d'exécution 2016/902 de la commission du 30 mai 2016 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil</u></p> <p><u>MTD 2</u></p> <p>"Afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air et la diminution de la consommation d'eau, la MTD consiste à établir et à tenir à jour, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux qui présente toutes les caractéristiques suivantes: [...]</p> <p>II) informations aussi complètes que possible sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment:</p> <p>a) valeurs moyennes et variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité;</p> <p>b) valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants/paramètres pertinents (par exemple, DCO/COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, certains composés organiques) et variabilité de ces valeurs;</p> <p>c) données relatives à la biodégradabilité [par exemple, DBO, rapport DBO/DCO, essai de Zahn et</p>

Wellens, potentiel d'inhibition biologique (nitrification par exemple));"

MTD 3 du BREF CWW

"Pour les émissions dans l'eau jugées pertinentes qui sont recensées dans l'inventaire des flux d'effluents aqueux (voir MTD 2), la MTD consiste à surveiller les principaux paramètres de procédés (notamment, surveillance continue du débit, du pH et de la température des effluents aqueux) aux endroits stratégiques (par exemple, à l'entrée du prétraitement et à l'entrée du traitement final)."

Article 2 de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2025-42 du 27 janvier 2025

"L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées d'ici le 31 mars 2025 l'inventaire des flux d'effluents aqueux provenant des tiers et traités à la station biologique. Cet inventaire porte sur l'ensemble des polluants susceptibles d'être présents dans les effluents réceptionnés à la station biologique et sur les polluants réglementés au niveau du point de rejet dans le milieu par l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 modifié susvisé. Cet inventaire présente les valeurs moyennes de concentration et de flux ainsi que la variabilité de ces valeurs."

Constats :

Suite à la visite du 8 octobre 2024, le préfet a imposé par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2025-42 du 27 janvier 2025 la réalisation et la transmission d'ici le 31 mars 2025 de l'inventaire des flux d'effluents aqueux des tiers et traités à la station biologique.

Par courrier du 24 mars 2025, l'exploitant a transmis les notes établies par plusieurs tiers (TEPF, SNF, ALTUGLAS, AFYREN NEOXY). Il ressort de ces notes :

- l'absence d'inventaire pour Protelor ;
- l'absence d'inventaire pour Maash ;
- que certains polluants émis par des tiers ne sont pas réglementés en matière de suivi et/ou de valeurs limite d'émission au niveau de la station biologique et de la station de traitement final : lithium, naphthalène, Méthyl Tertio Butyl Ether (MTBE), propylène glycol, éthylène glycol, sodium, isopropylbenzène, sulfures.

Lors de la visite du 22 septembre 2025, l'exploitant a :

- présenté les résultats de juin à septembre 2025 des concentrations en MTBE mesurées tous les jours (sur un échantillon moyen journalier) en entrée station biologique (au niveau de la conduite du tiers à l'origine du rejet) et en sortie station biologique. Ces résultats mettent en évidence un fonctionnement par campagne et un abattement de ce paramètre par la station biologique (0,9 µg/L en entrée / 0 µg/L en sortie ; 2077 µg/L en entrée / 12,3 µg/L en sortie) ;
- indiqué :
 - ne pas avoir défini de spécifications des effluents acceptables par la station biologique ;
 - être en train de réviser les conventions de rejet avec les tiers raccordés pour une

- application au 1er janvier 2027 ;
- surveiller en entrée de la station biologique (au niveau de la conduite du tiers à l'origine du rejet) des sulfures ;
- avoir prévu d'ajouter d'ici fin 2026 une surveillance journalière en entrée de la station biologique (au niveau de la conduite du tiers à l'origine du rejet) des paramètres naphtalène, éthylène glycol, propylène glycol ;
- avoir prévu d'ajouter d'ici fin 2026 une surveillance journalière en sortie de la station biologique des paramètres naphtalène, éthylène glycol, propylène glycol et sulfures.

Lors de la visite du 22 septembre 2025 et par courriel du 29 septembre 2025, l'exploitant a indiqué avoir donné la priorité aux paramètres à enjeux à suivre pour respecter les valeurs limites d'émission au niveau du point de rejet STF applicables au 1er janvier 2027, ce qui n'est pas le cas :

- des 3 paramètres (lithium, sodium, isopropylbenzène) générés par un tiers qui ne sont pas suivis en entrée ni en sortie ;
- des 2 paramètres générés par un tiers suivis uniquement en entrée au niveau de la conduite du tiers à l'origine du rejet (éthylène glycol et propylène glycol).

A noter que :

- le naphtalène fait l'objet d'une norme de qualité environnementale en moyenne annuelle pour les eaux de surface intérieures (NQE-MA) de 2 µg/L (directive 2013/39/UE du 12 août 2013) ;
- l'isopropylbenzène fait l'objet d'une valeur guide environnementale de 22 µg/L dans les eaux douces non potables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 3 mois :

- l'inventaire des rejets aqueux complété avec les données relatives aux deux autres tiers raccordés à la station biologique (Protelor, Maash France) ;
- les justificatifs de l'ajout du suivi en entrée et en sortie des paramètres générés par les tiers (lithium, naphtalène, propylène glycol, éthylène glycol, sodium, isopropylbenzène, sulfures,) ou de justifier qu'il ne s'agit pas de substances pertinentes à surveiller.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Déshuilleur/dessableur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

"Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. [...]"

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 22 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le pont roulant du racleur situé au niveau déshuileur/dessableur de la station biologique ne fonctionnait pas et qu'une couche épaisse de boues/sables était présente sur toute la surface. L'exploitant a indiqué que le pont roulant du racleur était hors service depuis plusieurs semaines. Par courriel du 29 septembre 2025, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que le pont roulant du racleur était à l'arrêt depuis le 8 août 2025 ; • qu'aucun impact sur la biomasse ni sur la sortie du bassin n'a été relevé ; • que la commande de matériel a été passée pour une livraison prévue semaine 40 (fin septembre/début octobre 2025) et que l'échafaudage est en cours de montage afin de réaliser les travaux dès la réception du matériel ; • qu'un écrémage de l'ouvrage a été réalisé le 24 septembre 2025 (photographies avant/après jointes) ; • qu'une vigilance est mise en œuvre sur cet ouvrage dans l'attente des travaux.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois les justificatifs des travaux réalisés au niveau du racleur situé au dessus du déshuileur/dessableur de la station biologique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>